

HÉLÉ BÉJI

« ON NE POURRA JAMAIS DÉVOILER LES FEMMES PAR LA FORCE »

Propos recueillis par Daoud Boughezala

Opposée au voile, la féministe franco-tunisienne Hélé Béji cherche néanmoins à en comprendre les ressorts. Pour l'auteur de *Domage, Tunisie !*, son essor doit moins à la tradition islamique qu'à notre modernité. La République doit ramener ces brebis égarées sans les ostraciser.

Causeur. Le dernier épisode du feuilleton qui a démarré à Creil il y a trente ans concerne le voilement des accompagnatrices scolaires. Mis bout à bout, toutes ces affaires (hidjab, burqini, burqa) forment-elles une offensive islamiste contre le modèle républicain français ?

Hélé Béji. Non. Demandons-nous plutôt si le port du voile ne progresse pas parce que l'autorité républicaine s'est perdue. Aujourd'hui, la démocratie française a été défigurée par le dogme trivial de la surenchère de moi et l'impératif du « droit culturel » à la reconnaissance de chaque singularité, identité sexuelle, marque de mode, engouement alimentaire, marquage du corps, que sais-je encore.

Peut-on vraiment mettre sur le même plan string, revendications LGBT et voile islamique ? N'est-ce pas du relativisme ?

Mais le relativisme se développe déjà ! Je suis effarée des dégâts que provoque le multiculturalisme. La notion de droit culturel attaché à une croyance, ou à une affirmation identitaire contredit l'humanisme républicain. L'idée qu'il faut affirmer ses droits culturels rend

attractifs et légitimes les phénomènes d'idolâtrie de soi tous azimuts, tels le voile ou des contre-conduites encore pires. Pourvu que l'on vous voie et que l'on vous remarque, tout est bon pour s'épancher et s'affirmer. Il n'y a plus d'intime, plus de vie intérieure. C'est le culte de l'exhibitionnisme.

Mettez-vous à la place des Français. Comprenez-vous qu'ils se sentent en situation d'insécurité culturelle face au voile ?

Je me mets dans la peau d'une Française que je suis aussi. Nous autres Occidentaux pensons que la philosophie, la raison, l'égalité des sexes sont incontournables dans le processus de démocratisation d'une société. Car les femmes se disent : « On aura fait mille sacrifices séculaires pour se libérer du pouvoir masculin, des vêtements étouffants, de la culpabilité sexuelle avec comme seul résultat celui de retomber dans la vie domestique ? » La femme a en effet accompli une révolution pacifique en libérant l'homme de sa propre tyrannie, sans le détruire, en le préservant, en étant la gardienne du foyer. Or, le voile est à rebours de cette évolution. L'homme est présenté comme une menace dont il faut se protéger. Pour les militantes de #metoo, il faut l'abattre.

Voyez-vous dans le voile une réponse à la pression du mari, des frères ou des cousins ?

Pour beaucoup de femmes couvertes, le voile est moins un effet de la domination masculine qu'un choix puritain dicté par leur croyance, leur morale, leur bigoterie, leur conception du mariage et de la famille... Souvent régi par la peur, leur rapport au monde a quelque chose qui ne fonctionne pas très bien. Mais ce refuge illusoire a pour seul effet de leur voiler le monde.

Outre la réaction identitaire, qu'est-ce qui fait qu'une Française musulmane décide soudain de se voiler ?

Il y a de multiples facteurs. Pour les musulmanes qui veulent se retirer du monde et échapper aux duretés →

© Hannah Assouline

Essayiste franco-tunisienne, Hélé Béji est l'auteur d'*Islam Pride* (2011) et *Domage, Tunisie* (2019).



Hélé Béji.

de la vie, le voile est un refuge moral. Parfois, une fille commence à se voiler après des échecs sentimentaux ou d'autres drames personnels. Autrefois, les femmes catholiques éplorées se cloîtraient dans un couvent pour se marier avec Jésus. Comme la religion musulmane n'a pas de couvent, ces femmes trouvent leur vocation dans leur petit « couvent » ambulante, le voile, pour se sentir mieux dans leur peau et en paix avec elles-mêmes. Or, cette option personnelle est devenue un engouement mimétique : le voile est un produit de consommation qui se multiplie de manière accélérée.

Bonne fille, la République accueille toutes les options personnelles à condition de respecter un certain nombre de principes et de codes culturels...

Ça, c'était la République d'antan, homogène, car chrétienne et européenne par sa civilisation et sa généalogie. J'ai été formée par cette République-là, mais elle ne fonctionne plus. Comment se fait-il que les jeunes Français musulmans préfèrent écouter les prêches de la mosquée plutôt que les cours de science ou de philosophie de leur professeur d'école ? Je n'ai pas de réponse. En tout cas, mieux vaudrait essayer de banaliser le voile. Le jour où nous déciderons de ne plus le voir, de ne plus en faire une fixation, peut-être commenceront-elles à se dévoiler. Si on se polarise contre lui, il résistera encore plus. On ne pourra jamais dévoiler les femmes par la force.

Pardon, mais la banalisation, l'État l'a pratiquée entre 1989 (affaire de Creil) et la loi de 2004 interdisant le voile à l'école, avec le succès que l'on sait. Aujourd'hui, vous prétendez qu'une loi ne ferait que renforcer le sentiment victimaire des femmes voilées...

Mais je ne parle pas de l'école ! Dès 1990, j'avais écrit dans *Le Débat* qu'il fallait absolument interdire le voile à l'école. Il s'agissait de petites filles mineures que l'État et l'école devaient protéger. J'ai donc soutenu la loi de 2004, notamment pour protéger les enfants contre la pression attentatoire parentale de certaines familles obscurantistes qui ne traitent pas les garçons de la même manière que les filles. Mais avec des citoyens majeurs, on ne peut pas agir ainsi.

Vous évoquez les familles qui ne traitent pas les garçons et les filles sur un pied d'égalité. Vous voyez bien que le voile est un outil de soumission ?

Non. En se voilant, elles se mettent en position de souveraineté et d'égalité par rapport aux hommes. Cette ruse fait que le voile les déssexualise et instaure un rapport d'égalité et de fraternité avec l'autre sexe. Certes, le fait que ces femmes aient plus d'autorité avec le voile que sans est sans doute lié à la société patriarcale arabo-musulmane. Le voile, anciennement attribut de servitude, et devenu celui de la souveraineté de la fille.

C'est peut-être le cœur du problème. Souvenez-vous des travaux anthropologiques de Germaine Tillion sur la structure endogame des familles méditerranéennes en général et maghrébines en particulier. Le modèle patriarcal de la « République des cousins » se perpétue-t-il encore au XXI^e siècle ?

Avec les femmes musulmanes et le voile, ce type de famille se perpétue, y compris au nord de la Méditerranée. C'est d'ailleurs une source de tension, car la République se fonde sur l'autonomie individuelle et la dissolution du lien des familles ; pour que chaque citoyen soit reconnu en tant que tel, elle a tendance à le détacher de ses structures communautaires et familiales. Or, les musulmans résistent à ce processus, que ce soit par le port du voile ou par la fréquentation de la mosquée, dans le but de maintenir les liens. Leur modèle particulier de sociabilité est profondément ancré en eux et ne s'effacera jamais.

Cela vous inquiète ?

Non, car je sais ce qu'il signifie en termes de quête de liens. De manière très maladroite, le fait de mettre un voile n'est pas antirépublicain en soi, c'est une manière de retisser du lien. Si la République est aujourd'hui en danger, ce n'est pas à cause du voile, mais parce que la destruction du lien humain a atteint un point de quasi non-retour.

En Tunisie, malgré le statut avancé de la femme, le président Essebsi mort cet été n'a pas réussi à ancrer le principe de l'égalité dans l'héritage. Comment l'expliquez-vous ?

La loi sur l'égalité, si elle avait été votée, aurait été le vrai résultat de la révolution tunisienne. Les islamoc conservateurs s'y opposent au nom de la sacralité de la famille. Car le projet de la loi prévoyait qu'une fille lésée puisse porter plainte contre son père. Les conservateurs tunisiens ont vu dans cette judiciarisation un grave point de dissension et d'éclatement de la famille. Mais au fond, je crois qu'aucune fille n'aurait porté plainte contre son père. Malheureusement, cette loi n'est pas passée.

La famille tunisienne n'est peut-être plus ce qu'elle était. Un mariage sur sept se solde par un divorce...

Malgré les divorces et la pauvreté, la famille tunisienne reste un refuge contre les aléas de la vie. Il y a une grande solidarité : les membres de la famille vivent sous le même toit et chacun apporte sa part du repas pour partager la table dans un esprit de réunion et de nécessité, de solidarité. Des membres de la famille (en majorité les filles) qui travaillent gratuitement pour leurs frères ou leurs parents, ça n'existe plus en France !

Cela peut être vécu comme un carcan. Les Tunisiens qui souhaitent se détacher de leur

famille y parviennent-ils ?

Oui, mais de manière minoritaire. Le mariage reste la règle, mais il y a plein d'exceptions : des marginaux, des femmes qui décident de rester célibataires et de ne pas avoir d'enfants malgré la pression de leur mère et de la société...

Un autre type de pression s'exerçait sous la dictature Ben Ali (1987-2011). Certaines femmes portaient le voile comme un signe d'opposition. Mais sa chute n'a pas fait baisser le nombre de hidjabs, bien au contraire !

Pendant cinquante ans, le voile a été interdit dans les écoles et les administrations. Les policiers arrêtaient les femmes voilées et leur enlevaient le voile dans la rue. Finalement, ça n'a servi à rien. Puis Ben Ali a lâché un peu de lest. Après la révolution, le voile a pris des proportions gigantesques, car les femmes pouvaient s'exprimer librement alors qu'elles n'osaient pas se voiler auparavant. Les réapparitions du voile ont accompagné le processus démocratique, la jouissance des libertés politiques. C'est pourquoi l'interdire en France ne servirait à rien.

Cela nous semble paradoxal. Votre dernier livre *Domage, Tunisie* (2019) fustige d'ailleurs les illusions occidentales sur la démocratie. Pourquoi consacrez-vous tant de pages à la critique du droit d'ingérence alors que la Tunisie n'en a jamais été victime ?

Si la Tunisie a réussi sa révolution, c'est précisément parce qu'elle n'a pas subi de démocratisation forcée sous la houlette d'une puissance extérieure. Pourquoi les Occidentaux sont-ils allés faire la guerre en Irak ? La nouvelle ambition impériale de la démocratie a détruit des États arabes autoritaires pour en faire des camps de redressement démocratique. C'est une aventure tragique. En tentant d'exporter la démocratie au Moyen-Orient, on a importé la guerre en Occident avec Daech et le massacre d'innocents dans les villes européennes. A contrario, la Tunisie a accompli une révolution pacifique, non religieuse, en s'autoémancipant de l'intérieur. La notion de *dignité* y a été centrale. Cette émancipation n'a rien à voir avec le dogme identitaire religieux. Le mot de dignité, terme phare de la révolution, ne figure pas dans le Coran.

Certes, mais les Frères musulmans d'Ennahda ont assez rapidement remporté les élections. Cela a brisé le mythe d'une Tunisie entièrement laïque et occidentalisée...

En 2011, les journalistes occidentaux, euphoriques, pensaient que la révolution avait liquidé la question identitaire et religieuse. Moi, je savais que l'islam politique allait prendre sa place. L'islam n'est pas une dissension idéologique comme les autres, mais le fond culturel de toute la société tunisienne. Il y a

toujours eu le risque que la revendication culturelle religieuse devienne totalitaire. Mais cette tendance a rencontré de très fortes résistances et le pays s'est divisé.

Cependant, islamistes d'Ennahda et néobourguibistes ont gouverné ensemble malgré leurs dissensions. Aujourd'hui, aucune majorité ne se dégage à l'Assemblée. Diriez-vous qu'Ennahda est devenu un parti politique comme les autres ?

Après leurs années au pouvoir, les membres d'Ennahda se sont en effet banalisés. Dès l'instant où l'on se sert de la religion pour faire de la politique, on disqualifie la religion, on la profane et on la rend susceptible d'erreurs et d'échecs, comme toute action. Ennahda a ainsi perdu son image de vertu et les deux tiers de ses électeurs. Ces derniers n'ont pas rallié le camp moderniste, mais ont voté pour Kaïs Saïed, un président qui utilise le référent moral et non le référent religieux. Il a semblé moins hypocrite et a rallié les couches populaires déçues par l'indifférence et l'égoïsme des politiques. En guise de comparaison, c'est comme si un chef des gilets jaunes se présentait à la prochaine élection présidentielle et gagnait contre Macron.

Si la révolution a démocratisé les institutions politiques, l'économie peine à suivre...

Le compromis historique entre islamistes et modernistes n'a pas suffi à créer les conditions politiques de la prospérité. Quelques années après l'immolation de Mohamed Bouazizi qui a déclenché la révolution, des attentats-suicides nous ont frappés. C'est un cercle vicieux qui ira en s'aggravant : plus les gens s'appauvrissent, plus la religion gagne un ascendant sur leur vie. Le discrédit frappe surtout les classes intellectuelles modernistes, les anciens militants de l'opposition qui, passés du côté du pouvoir, n'ont pas su forger le discours de leur autorité ni tirer le pays de l'ornière.

Est-ce pour cette raison que vous avez sous-titré votre libelle « La dépression démocratique » ?

Les résultats des élections montrent que la Tunisie a failli sur deux plans : le droit et la pauvreté. Le nouveau président a mis le désir de justice au premier plan. D'une certaine manière, c'est ce principe qui l'a emporté sur les besoins matériels. Reste à savoir comment Kaïs Saïed tentera de mettre en œuvre l'autorité de la loi dont il a fait un thème de campagne. La très forte abstention a exprimé une forme de dépression liée à la perte de sens de la révolution, de la démocratie, voire de la politique. •



Hélé Béji, *Domage, Tunisie : la dépression démocratique*, « Tracts », Gallimard, 2019.